

**SERVICES TECHNIQUES**

FB/PB/AP/TB

**DECISION N° 23 - 08138**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU MAIRE**

Le MAIRE de VILLEPARISIS,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de la Commande Publique,

**VU** la délibération du conseil Municipal n°2022-01/02-01 en date du 15 février 2022 donnant délégation au Maire en vertu de l'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le 4<sup>ème</sup> alinéa de ladite délibération surnommée,

**VU** l'article 142 de la loi ASAP n°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique, disposant que les marchés publics de travaux peuvent être conclus sans publicité ni mise en concurrence préalables pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 100 000€ hors taxes

**CONSIDERANT** la nécessité de conclure un marché pour les travaux d'installation de climatiseurs dans les écoles Aristide Briand et République,

**CONSIDERANT** la consultation menée auprès de la société CMD CHAUFFAGE dont l'offre a été jugée économiquement avantageuse,

**DECIDE**

**Article 1**

De signer avec la société CMD, domiciliée 19, rue du prix d'Amérique – 77330 OZOIR LA FERRIERE, représentée par Monsieur MICHEL Philippe pour le compte de CHAUFFAGE MICHEL DISTRIBUTION SARL, le marché M202317 ayant pour objet « Travaux d'installation de climatiseurs dans les écoles Aristide Briand et République ».

Le marché est conclu **pour un montant de de 97 912.00€ HT soit 117 494.40€ TTC.**

Le démarrage des prestations se fera à la réception d'un ordre de service.

**Article 2**

Les dépenses relatives à ce marché sont inscrites au budget Communal de l'exercice concerné.

### **Article 3**

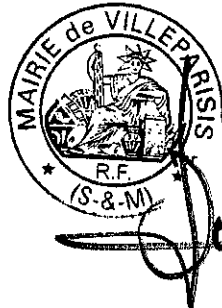
Le Maire est autorisé à signer toutes les pièces s'y rapportant.

### **Article 4**

Madame la Directrice Générale des Services et le Comptable Public Assignataire de Meaux sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet de Meaux, à Madame la Comptable des finances publiques de Meaux et portée à la connaissance du Conseil Municipal.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à VILLEPARISIS, le 12 juillet 2023



Le Maire,

Frédéric BOUCHE